

MACRON, PRÉSIDENT ~~DE TOUS LES FRANÇAIS~~ DES PLUS RICHES !

Nous venons de connaître une augmentation de la retraite de base de 0,8 %, la première depuis 2013 (oublions l'humiliant 0,1 % de 2015) sachant que les complémentaires sont bloquées depuis 2013 suite à un accord signé par la CFDT, FO et CFTC. Mais, en contrepartie du « cadeau » :

- Augmentation de 25 % de la CSG,
- Augmentation du carburant (plus de 40 centimes le litre),
- **Augmentation de l'électricité et du gaz,**
- **Augmentation des polices d'assurance,**
- Augmentation des cotisations des complémentaires santé,
- Augmentation du prix du timbre,
- Augmentation du contrôle technique des voitures,
- Augmentation des péages autoroutiers,
- Augmentation du tabac,
- Augmentation des consultations médicales,
- **Augmentation du forfait hospitalier...**

Le 0,8 % d'augmentation de la retraite de base ne compensera absolument pas toutes ces augmentations. Le pouvoir d'achat des retraités, déjà malmené depuis des années, va encore subir une baisse. Qu'on ne nous dise pas que la suppression de la taxe d'habitation va bien nous aider. D'une part, cette suppression ne touchera pas tous les retraités (les non-imposables ne la paient déjà pas), d'autre part, elle va générer de graves problèmes dans les communes, contraintes de couper dans les aides et subventions qui vont principalement aux plus en difficulté.

Le gouvernement stigmatise les retraités, qui seraient tous des nantis, et veut faire croire que l'augmentation de la CSG va être compensée, pour les actifs, par une baisse de cotisations sociales, remplacées par la CSG des retraités. Le pouvoir d'achat des actifs, selon l'argument gouvernemental et médiatique, serait donc payé par les retraités ! Il y a là une double arnaque : on fait croire que le pouvoir d'achat des actifs va augmenter, ce qui est faux, et surtout, on supprime une partie des cotisations salariales, qui font pourtant

partie du salaire socialisé. C'est une nouvelle étape vers le démantèlement, bien programmé, de la Sécurité sociale et de tout notre modèle social.

S'ajoutent à ce démantèlement toutes les exonérations de cotisations patronales et le projet d'en ajouter encore montre clairement la volonté du gouvernement.

Heureusement, le nombre d'inspecteurs qui vont surveiller les bénéficiaires des allocations chômage va augmenter, ce qui permettra de sanctionner plus de fraudeurs parmi ces « assistés » ! Par contre, il ne semble pas être question de dénoncer toutes les sortes de fraudes, comme par exemple l'évasion fiscale dénoncée par les Paradise Papers, qui coûte chaque année entre 60 et 80 milliards à l'Etat, ou les impayés patronaux de cotisations sociales qui s'élèvent à 20 milliards par an au moins ! Les montants ainsi subtilisés rempliraient largement le soi-disant trou de la Sécu ! Mais, comme disait La Fontaine, sous l'ancien régime, « selon que vous serez puissant ou misérable... », toujours d'actualité sous Jupiter.

Devons-nous conclure de la participation aux dernières actions que la plupart de nos concitoyens sont satisfaits de leur sort ? Pourtant les sondages semblent indiquer le contraire.

Alors pourquoi ne sommes-nous pas plus nombreux dans la rue ? Pourquoi, dans nos syndicats, nos camarades peinent-ils à mobiliser ? Pourquoi les millions de retraités ne montrent-ils pas leur colère ?

C'est le peuple qui a fait la Commune,

C'est le peuple qui a fait 36,

C'est le peuple qui a fait mai 68,

C'est le peuple qui fera ce que sera demain.

ALORS, ALLONS-Y !

Sommaire

1. **L'édito**
2. **L'action**
3. **L'information**
4. **L'orga, le Point. La vie des sections.**

LE 19 NOVEMBRE ÉTAIT ORGANISÉE LA DERNIÈRE MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE CONTRE LES ORDONNANCES. La dernière ? Peut-être pas mais **il faut reconnaître que les cortèges n'étaient pas** aussi fournis que précédemment et surtout pas aussi fournis que nécessaire ! Pourtant les jeunes y étaient bien présents. Bien sûr, il y avait par ailleurs des arrêts de travail dans les entreprises, **mais les médias n'en ont pas fait mention** et seule la relative désaffection de la rue a été mise en avant, « **la contestation s'essouffle** ».

LE PÉTROLE, LE CAOUTCHOUC ET LA CHIMIE ÉTAIENT DANS L'ACTION LE 23 NOVEMBRE, avec pour revendication le maintien des éléments de leurs conventions collectives. Dans le Pétrole, la mobilisation a été très importante et, si les médias n'en ont pas fait mention, les patrons, eux, l'ont bien ressentie et en ont tiré des enseignements, sur les salaires notamment. A LyondellBasell, les camarades ont obtenu, de la part de leur direction, un document précisant que rien ne serait perdu des éléments de la convention collective. Le résultat de la lutte dans le Pétrole est d'autant plus important qu'une victoire dans cette branche permettrait la reconquête d'éléments dans d'autres branches. Le Caoutchouc s'est lancé dans « les vendredis de la colère » en raison de la réponse négative de son patronat.

LA NAVIGATION DE PLAISANCE EST AUSSI ENTRÉE DANS L'ACTION : distributions de tracts, préparation d'une motion, toujours pour la défense de la convention collective.

En fait, toutes les branches demandent des négociations à leur chambre patronale.

Les ordonnances Macron attaquent les conventions collectives, socles incontournables de notre système social. Leur défense est donc primordiale.

**LA FNIC ENTEND NE RIEN
LÂCHER SUR LES
CONVENTIONS COLLECTIVES
ET PRÉPARE
UN PLAN DE MOBILISATION
SUR LE LONG TERME,
DONT LA PROCHAINE ÉTAPE
EST LE 18 JANVIER.**

- ❑ **L'UIS des retraités de la FSM, toute jeune encore, puisqu'elle a été fondée en 2014, se structure et s'organise régionalement, sur l'ensemble des continents. Pour l'Europe, elle prépare une semaine d'actions européenne des retraités en mai 2018, pour montrer son opposition aux mesures préconisées par la Commission et, bien sûr, reprises par la plupart des gouvernements.**
- ❑ Bizarrement, la FERPA (Fédération Européenne des Retraités et Personnes Âgées), intimement liée à la CES, annonce une journée d'action dans toutes les capitales européennes, le même jour, avant les vacances d'été. Par contre, nous ne l'entendons pas plus protester que la CES contre l'augmentation de la CSG qui va particulièrement toucher les retraités...
- ❑ **L'UCR a annoncé une journée d'action unitaire durant la deuxième quinzaine de mars 2018.**

International

Les atteintes aux droits des retraités se multiplient, aux Etats-Unis comme en Espagne, en Italie comme en Inde, en France comme en Grèce.

Mais les retraités ne baissent pas les bras et, par exemple, en Grèce où ils sont, depuis des années, particulièrement touchés,

ils ont manifesté, le 15 décembre, contre les nouvelles mesures prévues par le gouvernement Syriza. Leur traitement annonce celui qui va nous être réservé d'ici peu : serons-nous à la hauteur de leur lutte ?



LA CLASSE OUVRIÈRE N'OUBLIE PAS SON HISTOIRE, SES LUTTES, SES MARTYRS

Le 4 décembre, a été commémoré le 70^{ème} anniversaire de la fusillade à la gare de Valence (26). En 1947, trois ouvriers y ont été assassinés, par ordre du préfet Dupérier et, donc de Jules Moch, ministre de l'intérieur socialiste, sans avertissement ni sommation. Ils sont « tombés pour la défense du pain et de la liberté » précise la plaque apposée sur un mur de la gare. Ils revendiquaient une augmentation des salaires, des mesures contre la hausse des prix et la spéculation, ils exigeaient de profiter du fruit de leur travail, eux qui redressaient le pays en ruine, dans des conditions très difficiles où tout manquait, notamment la nourriture.

Début 1947, la CGT, forte de 5 millions d'adhérents, déclarait « la classe ouvrière ne saurait poursuivre son effort de production pour le seul profit des industriels et des spéculateurs ». Déjà elle était la force à éliminer : l'ambassadeur des USA à Paris, écrivait « rien ne sera possible aussi longtemps que la CGT n'aura pas été tenue en échec ».

Le 16 décembre, à Dammarie (28), c'est à un des martyrs de Châteaubriant, René Perrouault, qu'a été rendu hommage, puisque son corps a été déposé dans le cimetière de la commune, berceau de sa famille.

En présence de représentants de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Aincourt et d'un représentant de la FNIC, une gerbe a été déposée sur sa tombe et des interventions ont fait ressortir l'importance de son engagement et de son combat pour la liberté et la paix.

DÉSINFORMATION

→ Le 6 novembre, France 3 Hauts-de-France a diffusé un documentaire, « sous l'œil des Houillères », sur les gardes des mines, police privée patronale, prompte à collaborer avec les nazis durant la guerre, démantelée dès la Libération, mais remise en place début 1949, pour surveiller les fosses et les corons.

Selon nos camarades de la région, qui l'ont visionné, ce documentaire s'avère être le fruit d'un regard de classe, présentant les gardes comme de braves types, alors qu'ils se comportaient souvent comme des kapos, et les mineurs comme une population amorphe, atone, silencieuse, occultant leur opposition et leurs luttes... Aucune analyse, aucune parole syndicale ou politique pour contrer le mépris pour le monde minier et la CGT.

→ Doit-on s'en étonner de la part de journalistes qui ont oublié depuis longtemps la déontologie de leur métier ?

→ Au Venezuela, Maduro a décidé d'augmenter le salaire minimum de 30 % et là, pas un mot dans les médias !

→ Le jeune avocat franco/palestinien Salah Hamouri est emprisonné depuis plus de 100 jours, dans les geôles israéliennes, sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui, ni ne lui ait été signifiée. C'est la « rétention administrative » qui permet de maintenir quelqu'un en prison indéfiniment...

Vous en avez entendu parler par les médias ?



L'Etat a alloué à Brigitte Macron une somme de 440 000 euros par an d'argent de poche soit, l'équivalent de 37 années de salaire d'un retraité "grassement" payé 1200 euros par mois.

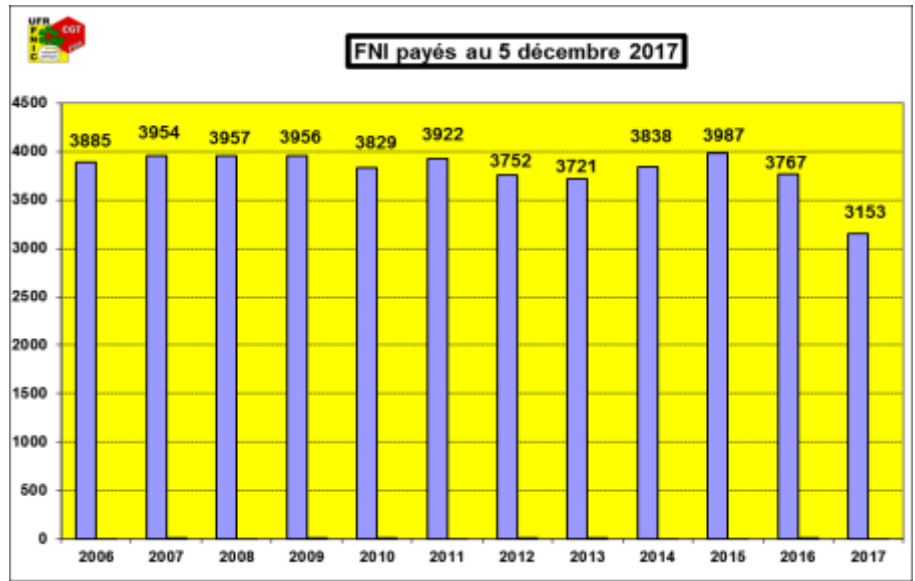
L'Agenda

18 janvier : journée d'action fédérale.

14 février : réunion du conseil national de l'UFR

l'Orga - le point

Pas de quoi se réjouir du point à fin novembre : il manque plus de 800 FNI 2017 et plus de 200 FNI 2016 pour atteindre le résultat de 2015. Ceci alors que nous devons nous renforcer, donner plus de poids à la CGT, seule organisation n'ayant signé aucun des accords toxiques pour lestravailleurs, actifs ou retraités.



Les timbres 2018 ont été envoyés dans les syndicats et/ou les sections : avant de les remettre, il serait bon de solder 2017, et plus encore 2016, afin de retrouver une situation saine et porteuse d'espoir pour nos indispensables luttes à venir.



L'Union Fédérale des Retraités et la FNIC CGT forment des vœux pour que la nouvelle année soit agréable à tous les Camarades, leurs familles et leurs amis, et qu'elle voie enfin la reconquête de tout ce que le patronat nous a volé.

La vie des sections

DEMAIN LA RETRAITE

C'est le nom d'une formation préparée par l'Union Fédérale des Retraités de la FNIC, destinée à informer nos camarades qui approchent de l'âge de la retraite.

En effet, le passage de la vie active à cette nouvelle étape peut être très plaisant, mais aussi très déstabilisant, en particulier si elle n'a pas du tout été préparée. Il y a la rupture avec le collectif de travail, la diminution, parfois importante, des revenus, le vide des journées quand

on n'a pas de projets, surtout quand on a été un militant agissant, etc.

Ces divers points sont abordés dans la cadre d'une journée d'étude qui peut être organisée dans les syndicats : les animateurs de cette journée sont prêts à se déplacer, n'hésitez pas à les inviter !

Le nombre de « stagiaires » n'est pas limité mais, au-delà d'une quinzaine, le débat ne pourrait pas se tenir dans de bonnes conditions.



TROP C'EST TROP ET CELA EN DEVIENT RIDICULE.

Certes, Johnny Hallyday était un bon chanteur de variété mais surtout un interprète de paroles et musiques écrites et composées par d'autres, contrairement aux Brel, Ferré, Ferrat, Barbara, Gainsbourg, Brassens, etc.

Il était également résident américain, après avoir été résident suisse, pour échapper, en France, au fisc... Ceci étant, pourquoi pas puisque l'évasion fiscale est devenue un jeu pratiqué par les nantis, et plutôt bien toléré par ceux qui nous gouvernent... Mais ce qui dépasse l'entendement, c'est que Macron parle du chanteur en le qualifiant de héros ! Je ne vois pas en quoi Hallyday a fait un acte héroïque, à moins que les mots d'aujourd'hui n'aient plus la même signification et la même valeur que ceux d'hier. Qui plus est, à l'Assemblée nationale, les députés ont effectué « une standing ovation » dans l'hémicycle, alors qu'il a été condamné pour fraude fiscale, pour avoir refusé de payer son dû à la France : c'était donc pour le moins déplacé.

Et enfin, cerise sur le gâteau, certains dans les médias, parlent de lui comme du Victor Hugo du 21^{ème} siècle. Alors là, les bras m'en tombent et je reste sans voix...